



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme alimentaire mondial

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

23 juillet 2015



Déni

Le présent rapport a été établi par Muhammad Dost, Swithun Goodbody et Mamadou Niang (FAO) et Arif Husain et Jean-Martin Bauer (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. De plus, les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Shukri Ahmed
Économiste principal, EST-SMIAR
Division du commerce international et des marchés
FAO
Mél: giewes1@fao.org

Muhannad Hadi
Directeur régional
PAM
Mél: muhannad.hadi@wfp.org

© FAO 2015

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giewes/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

Les photographies de la page de couverture sont de Monsieur Swithun Goodbody.

FAITS SAILLANTS

- Bien qu'elle reste inférieure de 40 pour cent aux niveaux d'avant le conflit, la production de blé en 2015, estimée à 2 445 millions de tonnes, est nettement supérieure à la très mauvaise récolte de 2014 et en légère hausse par rapport à celle de 2013. Cette reprise s'explique en grande partie, par une saison des pluies satisfaisante en 2014/15, comme cela ne se produisait plus depuis des années, tant en termes de quantité que de distribution, et qui, dans une certaine mesure, a contribué à atténuer l'impact dévastateur du conflit sur le secteur agricole dans son ensemble.
- Selon les estimations, le déficit à couvrir pour satisfaire les besoins nationaux en blé - 4,854 millions de tonnes - s'élève à environ 800 000 tonnes.
- La production d'orge, essentiellement pluviale, a atteint 968 000 tonnes, le volume le plus élevé depuis 2006, malgré la superficie ensemencée la plus faible enregistrée au cours de cette même période.
- La production agricole a souffert des conséquences de la crise en cours, de la pénurie d'intrants agricoles et de carburant et de leurs prix élevés, de la qualité douteuse des intrants, des dégâts causés aux systèmes d'irrigation, des faibles niveaux de mécanisation, de la pénurie et du coût élevé de la main-d'œuvre agricole, et de la destruction des récoltes sur pied.
- Les superficies emblavées, et dans de nombreux cas, les superficies récoltées, ont été limitées du fait de l'insécurité. Selon les estimations, les superficies de blé récoltées seraient les plus petites depuis les années 60.
- Certains éléments laissent entrevoir un changement des habitudes culturelles. Les agriculteurs semblent délaisser le blé pour se consacrer à des cultures commerciales, telles que les herbes, en réaction à la faible rentabilité de la production de blé.
- Le secteur de l'élevage, qui représentait autrefois une part essentielle de l'économie syrienne et de son commerce extérieur, a considérablement souffert depuis 2011. Le cheptel a subi des réductions allant jusqu'à 30 pour cent pour les bovins et 40 pour cent pour ce qui est des ovins et des caprins. Quant à la volaille, généralement la source de protéines la plus abordable, la production a chuté de 50 pour cent.
- L'état du bétail restant était relativement bon au moment de la mission, mais la situation pourrait se dégrader à partir de la fin du mois de juin en raison du dessèchement des pâturages. L'accès au pâturage est limité pour des raisons de sécurité. Les aliments destinés au bétail étaient de plus en plus rares et chers, en grande partie en raison de l'insuffisance des précipitations en 2013/14.
- Les services vétérinaires du pays sont rapidement à court de vaccins et de médicaments vétérinaires de base, raison pour laquelle un nombre croissant de médicaments vétérinaires peu fiables ont été vendus sur le marché au cours de cette dernière année.
- Les déplacements continus du bétail hors de la République arabe syrienne dans les pays voisins, soit avec des réfugiés soit clandestinement vers des marchés plus lucratifs, suscitent de plus en plus d'inquiétudes quant à la propagation des maladies animales transfrontières et des zoonoses.
- Le Gouvernement ayant perdu le contrôle des routes de grande communication au profit des groupes d'opposition, les agriculteurs du pays sont confrontés à des problèmes de plus en plus graves en matière de transport. La circulation des produits provenant des zones de production vers les principaux marchés a par conséquent été fortement ralentie. Les coûts élevés des transports et les goulots d'étranglement qui entravent la circulation des produits ont conduit à une augmentation des volumes de fruits et de légumes gaspillés dans les zones de production.
- Les producteurs, les transporteurs et les négociants sont confrontés à des coûts de transaction extrêmement élevés et à des risques liés à l'aggravation de l'insécurité. En conséquence, les marchés sont fragmentés. Les transferts des excédents de blé du nord-est vers les zones de l'ouest à déficit vivrier ont été ralentis. Les stocks de blé invendus s'accumulent dans le nord-est, tandis que l'ouest dépend en grande partie des importations.
- Après une période de relative stabilité en 2014, les prix alimentaires ont commencé à augmenter fortement au début de l'année 2015, sous l'effet d'une réduction des subventions du Gouvernement et de la dépréciation de la monnaie nationale. Les prix de nombreux biens de première nécessité se sont envolés au cours de cette dernière année, notamment le pain, dont le prix a augmenté de 66 pour cent dans les boulangeries privées et de 87 pour cent dans les boulangeries publiques.
- Le taux de chômage global a encore augmenté et a atteint 57 pour cent au cours du 4^{ème} trimestre de 2014, alors qu'il était de 10 pour cent en 2011 et de 49 pour cent au cours du premier trimestre de 2014. Les marchés du travail occasionnel sont ébranlés dans les zones touchées par le conflit.
- Malgré une récolte de blé meilleure 2015 qu'en 2014, qui avait souffert de la sécheresse, la sécurité alimentaire des ménages ne devrait pas s'améliorer de manière significative.

- D'une manière générale, les ménages consacrent 55 pour cent de leurs revenus à l'achat de nourriture, cette part était de 45-47 pour cent en 2011, et elle était inférieure auparavant. Dans les régions de Deraa, Sweida, Alep et Hama, les ménages privilégient les achats de denrées alimentaires par rapport à leurs autres besoins de base et consacrent ainsi plus des deux tiers de leur revenu à leur alimentation.
- Une majorité des ménages bénéficiaires de l'aide du PAM avait une consommation alimentaire pauvre ou limite, caractérisé par une consommation limitée d'aliments frais et riches en vitamines, tels que les œufs, les produits laitiers, les fruits, les légumes et les légumineuses. Ce sont dans les gouvernorats de Deir Ezzor, Hassakeh, Alep et Hama que les indicateurs relatifs à la consommation alimentaire et aux stratégies d'adaptation sont les moins bons.
- L'important flux de personnes déplacées à l'intérieur du pays a aggravé la vulnérabilité dans les gouvernorats de Tartous et de Lattaquié.
- L'enquête SMART de l'UNICEF révèle que dans trois gouvernorats (Hama, Hassakeh, et Deir Ezzor), les taux de malnutrition aiguë globale ont dépassé les 10 pour cent.
- Selon l'aperçu des besoins humanitaires 2015, 9,8 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, dont 6,8 millions en situation d'insécurité alimentaire sévère. Entre janvier et avril 2015, plus de 0,5 million de personnes ont été à nouveau déplacées.

INTRODUCTION

Une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) s'est rendue en République arabe syrienne du 11 au 31 mai 2015, suite à l'invitation adressée à la FAO par le Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire (MAAR) et approuvée par le Ministère des affaires étrangères (MAE) le 17 mars 2015.

A Damas, la Mission a tenu des réunions avec le MAE, le MAAR, le Ministère des ressources en eau, le Ministère du commerce intérieur (y compris l'Établissement général pour le commerce et la transformation des céréales, un département au sein de ce ministère), le Ministère de l'environnement, le Ministère de l'économie, le Ministère des affaires sociales, la Commission de la planification et de la coopération internationale, l'Organisation générale pour la multiplication des semences, et la Banque coopérative agricole. La Mission a également tenu des discussions à Beyrouth avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) avant de se rendre à Damas.

La mission a passé une semaine sur le terrain et a visité les zones contrôlées par le gouvernement dans les gouvernorats de Hassakeh, Tartous et Homs. Dans chacun de ces gouvernorats, la Mission a obtenu des informations relatives aux niveaux actuels de production agricole et animale et aux problèmes liés à l'accès aux denrées alimentaires, grâce au Département de l'agriculture des gouvernorats et aux autres départements concernés. La mission a visité des marchés de gros et de détail des produits agricoles, un marché de bétail et une exploitation avicole; les membres de la mission ont également inspecté des champs de céréales et des serres et se sont entretenus avec des agriculteurs, des producteurs horticoles et des propriétaires de bétail. Les personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été interrogées en vue d'évaluer leur bien-être général et de découvrir leurs mécanismes d'adaptation, tandis que les bénéficiaires de l'aide alimentaire ont été interrogés en vue d'évaluer l'efficacité de l'aide.

Pour des raisons de sécurité, les membres de la mission n'ont pas visité les zones contrôlées par les groupes d'opposition, exceptée la zone à l'ouest de la ville de Kameshli dans le gouvernorat d'Hassekeh. Cependant, au cours de la semaine où la mission était sur le terrain, les équipes de surveillance du terrain composées de membres du personnel du MAAR et de la FAO ont recueilli des informations sur la production agricole et animale et sur l'accès à la nourriture dans tous les gouvernorats, à l'exception de celui de la ville de Damas. Les informations recueillies ont été obtenues à l'aide de quatre questionnaires distincts (Agriculture; Alimentation, moyens d'existence et besoins agricoles; Conditions des marchés locaux des produits alimentaire; et Sécurité alimentaire des ménages); 150 exemplaires de chacun de ces questionnaires ont été remplis dans tout le pays; au total 245 questionnaires ont été collectés auprès des ménages. En outre, chaque équipe a présenté un bref résumé de la situation agricole de la campagne agricole en cours dans le gouvernorat dont elle était chargée. Avant le départ sur le terrain, les agents de terrain ont bénéficié de trois jours de formation relatifs à l'utilisation des questionnaires, et à leur retour à Damas, ils ont présenté leurs conclusions aux membres de la mission.

En raison du caractère dirigé de l'échantillonnage et de la taille relativement petite de l'échantillon, les résultats des groupes de discussion et des questionnaires auprès des ménages ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble de la communauté syrienne sur la seule base de cette étude. Prenant en compte

ces limites inhérentes, les résultats de la collecte de données primaires sont présentés de manière illustrative, et sont triangulés avec des données émanant d'autres sources d'information de manière à souligner les principaux facteurs et les tendances clés. L'évaluation en cours de la sécurité alimentaire des ménages devrait fournir des estimations de la prévalence de l'insécurité alimentaire au sein de la population.

Des informations concernant la production agricole et l'accès à la nourriture dans les zones contrôlées par l'opposition ont également été recueillies auprès de sources secondaires à Gaziantep, en Turquie et à Amman, en Jordanie.

Les autres sources d'information utilisées par la mission d'évaluation comprenaient:

- L'imagerie satellitaire relative à la végétation (NDVI et ASIS).¹
- Les documents et rapports du MAAR et du Bureau central de statistique.
- Les rapports publiés par l'ONU et d'autres organismes au cours des 12 derniers mois.

A son retour du terrain, la mission a discuté de ses impressions avec les services techniques du MAAR et, avant de quitter la République arabe syrienne, elle a transmis ses conclusions au vice-Ministre de l'agriculture.

¹ <http://www.fao.org/giews/earthobservation/country/index.jsp?lang=en&code=SYR>